



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : communistes-hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

02/06/2020

Le plan de relance de l'Union européenne : *Un plan capitaliste contre les travailleurs*

La commission européenne propose un plan dit « de relance » de 750 milliards d'euros. Sur cette somme empruntée entre 2021 et 2024 par l'émission d'eurobonds sur les marchés financiers 250 milliards seront prêtés, 500 milliards (en fait 433 milliards) seront transférés par le canal du budget européen aux États membres les plus touchés par le Covid-19. Ces sommes sont à mettre en rapport avec le budget de l'UE de l'ordre 1100 milliards d'euros qui lui est abondé par les États membres.

Cette proposition n'est généreuse qu'en apparence. Car les prêts sont une aide plus que relative pour les États déjà fortement endettés. Les remboursements devront commencer à partir de 2028. Et surtout les 433 milliards de subventions seront conditionnées à des plans d'investissements et à des réformes de structure dont on sait qu'elles seront des outils de la restructuration et de la concentration capitaliste au détriment des salariés. Les plans d'investissements devront satisfaire aux objectifs du « Green deal » et de la transition énergétique définie par l'UE sous forme d'aides aux entreprises privées. Les réformes de structure qui sont la Bible des forces dominantes sont responsables de la faillite des États à répondre à la crise sanitaire du Covid en particulier en liquidant et/ou privatisant les services publics. Comme quoi du point de vue du capital, « le jour d'après » ne peut que ressembler comme deux gouttes d'eau au jour d'avant. Pour accroître la compétitivité des entreprises européennes dans la concurrence mondiale accrue notamment avec les entreprises US et asiatiques, il est impératif pour elles de se débarrasser de tout ce qui limite le profit du capital : les droits sociaux des salariés sont donc particulièrement visés, comme le sont les salaires, de nombreuses entreprises jouant le chantage de l'emploi contre des baisses de salaire !

Le remboursement de cet emprunt se fera par les États membres à partir de 2028 en fonction de leurs contributions au financement de l'Union et non pas en fonction de la part qu'ils en auront reçu. Ce principe dit de solidarité se heurte à la réalité de la dette de chaque État. Autrement dit, ceux qui sont les moins endettés ne veulent pas payer pour les autres.

Pour faire admettre son plan et contourner l'opposition des Pays Bas, de l'Autriche, de Suède et du Danemark, la Commission européenne a été très généreuse dans la répartition des aides avec les pays d'Europe centrale et orientale qui ont été moins affectés par le Covid que les pays du sud de l'Europe. Ainsi l'Espagne et l'Italie particulièrement touchés ne sont qu'à la 8e et 12e place dans le tableau des aides financières directes. La France 18e estime que les 39 milliards qui lui sont alloués constituent un minimum.

Les négociations vont être particulièrement serrées entre les États membres. La validation du plan requiert l'accord unanime des chefs d'État et de gouvernement ainsi que l'approbation du parlement européen et des parlements nationaux afin d'être opérationnel en 2021.

Il s'agit donc d'un plan de financement des entreprises européennes via leurs États sur un axe déjà définis par l'UE (transition numérique et énergétique), conditionné à des réformes de dérégulation du travail avec l'objectif de passer à une phase nouvelle de restructurations et de concentration du capital dans le cadre des affrontements au sein de l'impérialisme et tout particulièrement entre les deux puissances que sont les USA et la Chine.

Les réactions à ce plan, en général favorables et soulignant un pas nouveau dans la « solidarité » européenne, sont très significatives de la tendance à formaliser la super structure étatique et anti-démocratique européenne. Cette voie qui a été rejetée il y a quinze ans avec le NON au référendum sur la constitution européenne, est de plus en

plus la forme imposée par le capital en Europe pour réguler et défendre ses intérêts. En France, les forces politiques soutiennent ce plan même si certaines, comme le PCF y ajoutent une critique sur le refus d'une nouvelle austérité : mais ce plan peut-il signifier autre chose ? Tandis que le groupe socialiste au parlement européen affirme dans un communiqué : « *La délégation de la gauche sociale et écologique **accueille favorablement la proposition franco-allemande de fonds de relance doté de 500 milliards d'euros*** ». Prétendre que l'Europe peut être sociale, c'est oublier délibérément qu'elle est une construction impérialiste au service des monopoles capitalistes. Sa structure, son organisation son idéologie sont entièrement construites pour le capital et contre les salariés. Au plan syndical, c'est une belle unanimité au soutien qui s'exprime. Dans une déclaration commune, les syndicats DGB allemands et les cinq confédérations françaises approuvent le plan : La confédération syndicale allemande DGB et les cinq centrales françaises CFDT, CFTC, CGT, FO et Unsa appellent, dans une déclaration commune, à une « *convergence économique, fiscale et budgétaire des États membres de l'Union européenne* » et demande une stratégie de relance qui aille « *au-delà des 500 milliards d'euros annoncés par la France et l'Allemagne* ». Elles vont même plus loin en réclamant : « *Dans ce cadre, l'initiative franco-allemande pour la relance européenne, présentée par le président français et la chancelière allemande le 18 mai, doit se concrétiser par la modernisation des modèles économiques européens, en plaçant la transition écologique au cœur de la nouvelle stratégie de croissance de l'Union européenne (UE). C'est une revendication de longue date du syndicalisme européen, nous ne pouvons que nous en féliciter.* » Cet engagement dans le sillage des gouvernements allemands et français met les organisations syndicales à la remorque de la stratégie du capital. Pas étonnant que cette déclaration suscite des remous dans la CGT qui se traduisent par l'expression d'un désaccord de plusieurs fédérations professionnelles et territoriales.

Pour notre part nous alertons les salariés sur le contenu de ce plan pour plus d'exploitation et moins de démocratie. Nous disons que sans la lutte de classe contre le capital, pour l'abattre, il est illusoire de penser que le « *salut* » viendra de la « *solidarité* » au sein du capital européen ! Lutte de classe ou collaboration de classe : il faut choisir et pour nous le choix est clairement fait!